

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/84

6 avril 2000

(00-1402)

Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la
mise en œuvre de l'Accord

Original: espagnol

QUESTIONS PRATIQUES POSÉES PAR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2.4.2 ET EXPÉRIENCE Y RELATIVE

CLÔTURE D'ENQUÊTES AU TITRE DE L'ARTICLE 5.8 DANS LES CAS DE VOLUME *DE MINIMIS* DES IMPORTATIONS

QUESTIONS PRATIQUES POSÉES PAR LES CAS IMPLIQUANT UN CUMUL AU TITRE DE L'ARTICLE 3.3 ET EXPÉRIENCE Y RELATIVE

QUESTIONS PRATIQUES POSÉES PAR LES QUESTIONNAIRES ET LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE 6.1 ET 6.1.1 ET EXPÉRIENCE Y RELATIVE

QUESTIONS PRATIQUES POSÉES PAR LA POSSIBILITÉ MÉNAGÉE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6.12, AUX UTILISATEURS INDUSTRIELS ET AUX ORGANISATIONS DE CONSOMMATEURS DE FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS ET EXPÉRIENCE Y RELATIVE

Document présenté par la République bolivarienne du Venezuela

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante, datée du 27 mars 2000.

**QUESTIONS PRATIQUES ET EXPÉRIENCE DU VENEZUELA CONCERNANT
LES THÈMES ABORDÉS PAR LE GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL
DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DU COMITÉ
DES PRATIQUES ANTIDUMPING**

Questions pratiques posées par l'application de l'article 2.4.2 (méthodes de calcul de la marge de dumping) et expérience y relative

Dans le cadre d'une enquête, le Venezuela détermine la méthode de calcul des marges de dumping en fonction des circonstances propres à chaque affaire. D'une manière générale, dans toutes les enquêtes antidumping menées par l'autorité vénézuélienne, la marge de dumping a été déterminée par comparaison entre la moyenne pondérée des valeurs normales et la moyenne pondérée des prix à l'exportation. La méthode consistant à comparer la valeur normale et le prix à l'exportation transaction par transaction est employée uniquement dans les cas où le volume des ventes au Venezuela est très faible; il est alors plus approprié et plus juste de comparer ces ventes aux ventes intérieures les plus similaires, notamment pour ce qui est des clients, des dates et des volumes.

À cet égard, pour calculer la marge de dumping, que ce soit transaction par transaction ou à l'aide des moyennes pondérées, l'autorité compare les chiffres départ usine préalablement ajustés des ventes effectuées à des dates aussi proches que possible, en prenant aussi en compte les volumes et les clients les plus similaires. Toutefois, lorsque les prix sont comparés transaction par transaction, on prend en compte les ventes effectuées à des dates encore plus rapprochées que lorsqu'on emploie les moyennes pondérées.

Questions pratiques posées par l'application de l'article 5.8 (volume de *minimis* des importations) et expérience y relative

Depuis l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC, l'autorité vénézuélienne considère qu'une marge de dumping est "*de minimis*" lorsqu'elle est inférieure à 2 pour cent pour une marge exprimée en pourcentage du prix à l'exportation; elle juge en outre que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping est négligeable s'il est inférieur à 3 pour cent des importations du produit visé par l'enquête, ou inférieur à 7 pour cent en cas de cumul. L'autorité vénézuélienne a mis fin à deux enquêtes antidumping sans imposer de droits définitifs au motif que la marge exprimée en pourcentage du prix à l'exportation était inférieure à 2 pour cent. Aucune enquête n'a été close au motif que les importations étaient négligeables. Dans la pratique, pour déterminer le dommage, l'autorité vérifie l'importance des importations à la lumière de l'article 5.8. Cette vérification est effectuée pour chacune des années de la période visée par l'enquête sur le dommage (soit en principe les trois dernières années précédant l'ouverture de l'enquête). Néanmoins, c'est le volume des importations effectuées pendant la période visée par l'enquête sur le dumping (soit en principe l'année précédant immédiatement l'ouverture de l'enquête) qui sert de base pour déterminer l'importance des importations en l'espèce.

Questions pratiques posées par les cas impliquant un cumul au titre de l'article 3.3 et expérience y relative

Depuis l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC, l'autorité vénézuélienne ne procède à une évaluation cumulative des effets des importations en provenance de plus d'un pays que dans les cas où i) la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays fournisseur est supérieure au niveau *de minimis* et le volume des importations en provenance de chaque pays n'était pas négligeable, et ii) une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et les conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire. À cet égard, on emploie les

critères de comparaison prévus dans la législation vénézuélienne pour déterminer la similitude entre le produit importé et le produit national, à savoir la nature des produits, leurs caractéristiques physiques, leurs composants, leurs propriétés techniques, leur origine, leur provenance, leur utilisation et leur fonction, leur comportement sur le marché, leur qualité, leur marque et leur prestige commercial, entre autres.

Question du Venezuela

S'agissant du cumul des importations aux fins de l'évaluation des effets de celles-ci sur la production nationale, le Venezuela considère que les articles 3.3 et 5.8 pourraient créer une certaine confusion. En effet, en vertu des dispositions de l'article 3.3, on ne peut procéder à une évaluation cumulative des effets des importations sur la production nationale que si les trois conditions prévues dans cet article sont **simultanément** réunies (c'est-à-dire une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis*, **des volumes d'importations non négligeables en provenance de chaque pays** et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national). Or l'article 5.8 dispose, à propos de l'importance des importations, que des importations sont considérées comme négligeables si elles représentent moins de 3 pour cent des importations du produit similaire, sauf si elles en représentent collectivement plus de 7 pour cent. Ainsi, d'une part l'article 5.8 permet de considérer que des importations sont non négligeables si elles représentent individuellement moins de 3 pour cent mais collectivement plus de 7 pour cent, alors que d'autre part, l'article 3.3 n'autorise l'évaluation cumulative de l'effet de ces importations que lorsque celles-ci ne sont individuellement pas négligeables (moins de 3 pour cent). En conséquence, dans le cas où des importations données représenteraient individuellement moins de 3 pour cent mais collectivement plus de 7 pour cent, une application littérale de l'article 3.3 semblerait indiquer que les effets de ces importations ne pourraient pas faire l'objet d'une évaluation cumulative.

C'est pourquoi nous souhaiterions savoir comment les autorités des autres pays interprètent l'évaluation cumulative des effets des importations qui sont négligeables individuellement mais qui représentent collectivement plus de 7 pour cent.

Questions pratiques posées par les questionnaires et les demandes de renseignements au titre de l'article 6.1 et 6.1.1 et expérience y relative

La législation prévoit que, pour rassembler des renseignements, l'autorité peut adresser des questionnaires et des formulaires aux parties intéressées, qui sont tenues d'y répondre en fournissant les renseignements requis dans le délai fixé. À cet effet, l'autorité accorde normalement un délai d'au moins trente (30) jours consécutifs pour la présentation des réponses. Tout refus de présenter les réponses requises ou toute présentation de renseignements faux ou trompeurs confère à l'autorité le droit d'adopter des décisions préliminaires ou définitives sur la base des meilleurs renseignements disponibles.

- a) Date choisie pour l'envoi des questionnaires: en principe, les questionnaires doivent être envoyés immédiatement après l'ouverture de l'enquête concernée.
- b) Destinataires des questionnaires: les questionnaires sont adressés aux parties à l'enquête, c'est-à-dire aux producteurs nationaux, aux importateurs et aux exportateurs et/ou producteurs étrangers, ainsi qu'au gouvernement du pays visé par l'enquête dans les affaires de subventions.
- c) Distribution des questionnaires: les questionnaires sont remis aux représentants des parties à l'enquête ou sont directement envoyés par courrier aux entreprises concernées.

- d) Questionnaires types: l'autorité a élaboré trois questionnaires types qui sont adaptés, le cas échéant, aux particularités de chaque enquête. Il existe ainsi trois modèles de questionnaires qui diffèrent selon leurs destinataires: i) un questionnaire destiné aux producteurs nationaux, qui permet de demander des renseignements relatifs à l'évolution et au comportement des variables économiques de l'industrie nationale pendant la période visée par l'enquête sur le dommage; ii) un questionnaire destiné aux importateurs, recueillant des renseignements sur le comportement et l'évolution du volume et des prix des importations; et iii) un questionnaire destiné aux producteurs et/ou aux exportateurs étrangers, recueillant des renseignements relatifs aux ventes sur le marché intérieur et à l'exportation pendant la période analysée.
- e) Format des réponses: une grande liberté est accordée aux parties quant à la manière de présenter les renseignements, dès lors qu'elles répondent à toutes les questions et qu'elles fournissent tous les renseignements demandés. En ce qui concerne les données très volumineuses (ventes) nécessitant une analyse et un traitement détaillés, les parties sont priées de les fournir sur un support magnétique, étant entendu qu'il est toujours tenu compte des difficultés qu'une entreprise particulière peut avoir à présenter les données de cette manière. Lorsqu'un traitement confidentiel est demandé pour certains renseignements, les parties sont priées de fournir une version confidentielle et une version publique des réponses concernées.
- f) Dates limites de renvoi des réponses: le délai est en principe d'au moins 30 jours consécutifs à compter de la date de réception du questionnaire. Si le questionnaire a été envoyé par courrier, le délai correspondant commence à courir une semaine après la date d'envoi.
- g) Possibilité de rectifier les réponses incomplètes: si certaines réponses sont incomplètes, un complément d'information est généralement demandé, un bref délai étant accordé, pour l'envoi de la réponse.
- h) Motifs de rejet de ces réponses: toute présentation de renseignements faux ou trompeurs ou de réponses incomplètes peut, après qu'un complément d'information aura été demandé, conduire l'autorité à adopter des décisions préliminaires ou définitives sur la base des meilleurs renseignements disponibles.
- i) Procédure de notification du rejet des réponses: il n'existe pas de procédure particulière. Néanmoins, lorsqu'un complément d'information est demandé au motif que les réponses initialement présentées sont incomplètes, la possibilité d'adopter des décisions préliminaires ou définitives sur la base des meilleurs renseignements disponibles est rappelée. Si l'autorité estime que des réponses fausses, trompeuses ou incomplètes ont été présentées dans le but d'entraver l'enquête, elle adopte des décisions préliminaires ou définitives sur la base des meilleurs renseignements disponibles et il en sera pris acte dans la décision correspondante.
- j) Prorogations: l'octroi d'une prorogation du délai de réponse est régi par les dispositions des Accords de l'OMC. Toute demande de prorogation doit être présentée par écrit et dûment justifiée par la partie intéressée. Lorsqu'elle examine cette demande, l'autorité évalue la justification donnée et détermine s'il est possible d'accorder la prorogation, en fonction de la date d'expiration du délai fixé pour les réponses au dernier questionnaire envoyé et de l'état d'avancement de l'enquête. À cet égard, il a été accordé jusqu'à deux prorogations dont la durée variait entre cinq et 15 jours consécutifs, suivant les circonstances particulières invoquées par la partie intéressée.

Questions pratiques posées par la possibilité ménagée, conformément à l'article 6.12, aux utilisateurs industriels et aux organisations de consommateurs de fournir des renseignements et expérience y relative

La législation antidumping du Venezuela définit les parties intéressées par une enquête, y compris, en particulier, les utilisateurs industriels du produit visé par l'enquête, les organisations de consommateurs dans les cas où le produit visé est vendu au détail, et plus généralement, toute personne physique ou morale dont les droits subjectifs ou les intérêts légitimes personnels et directs peuvent être affectés par la procédure de détermination de l'existence d'un dumping ou de subventions et du dommage. Lorsque les consommateurs et les utilisateurs industriels sont considérés comme des parties intéressées, ils peuvent participer activement à l'enquête en présentant tous les arguments et les preuves qu'ils jugent nécessaires.
